



« La crise c'est toujours eux, la solution c'est toujours nous ! »

Construisons ensemble les mobilisations nécessaires

L'été se finit mais sûrement pas en pente douce. Période d'un repos bien mérité, il aura surtout été marqué par l'aggravation des conditions de vie des salariés, confrontés aux plans sociaux, à la baisse du pouvoir d'achat et plus généralement aux conséquences des réformes et politiques menées de concert par le gouvernement et le patronat.

En cet été 2009, l'extension du travail du dimanche, la volonté de remettre en cause les droits des femmes en matière de retraite sont emblématiques des orientations régressives mises en oeuvre.

Et dans la vraie vie, l'impossibilité de partir en vacances ou l'obligation de les écourter pour un nombre croissant de français sont des signes particulièrement révélateurs des difficultés financières auxquelles ils sont confrontés.

Il y a un an, le système bancaire menaçait de s'effondrer. Les pouvoirs publics ont puisé des centaines de milliards dans les fonds publics pour le renflouer. Ce plan de sauvetage, tout particulièrement en France, a délibérément laissé de côté les attentes des salariés, au nom de la priorité à l'investissement pour la consommation.

Pour quels résultats ?

- ▶ **des emplois détruits** par centaines de milliers, plongeant les salariés dans le chômage ou dans l'incertitude et portant un coup sérieux au potentiel industriel du pays ;
- ▶ **des salaires en berne**, provoquant une smicardisation du salariat et dénotant une logique de dévalorisation du travail ;
- ▶ **un accroissement sans précédent de la dette publique**, que la politique fiscale actuelle veut faire payer aux salariés soit sur leurs revenus, soit par la dégradation des services publics ;
- ▶ **une protection sociale constamment menacée** d'étranglement financier ;
- ▶ **et des groupes multinationaux affichant toujours un niveau élevé de profits** et une insolente distribution de dividendes aux actionnaires, un traitement bien clément qui se dessine pour de riches contribuables français soupçonnés d'avoir des comptes non déclarés en Suisse pour un montant de 3 milliards d'Euros, sans parler des faramineux bonus réservés par les banques à leurs traders.

La Fonction publique est un élément essentiel dans la logique de destruction massive des acquis et des solidarités sociales. Missions, emplois continuent à passer à la moulinette de la réduction des coûts au détriment des intérêts du pays, des citoyens et des personnels. Les droits et garanties statutaires des fonctionnaires, garants de l'égalité de traitement des citoyens sont toujours plus mis en cause, ouvrant la voie à une précarisation toujours plus grande des emplois et au clientélisme.

Ainsi, le vote en début d'été de la loi sur la mobilité qui permet le recours à l'intérim et le licenciement de fonctionnaires en est une sinistre illustration qui ne saurait pour autant mettre un terme au nécessaire développement des luttes pour gagner son abrogation.

La création de la DGFIP obéit évidemment aux mêmes logiques. L'emploi continue à y être une cible privilégiée qui n'a d'égale que la surdité de l'administration face aux conséquences de ces choix sur les conditions de vie et de travail des agents. Le refus d'une véritable reconnaissance de leurs qualifications est un autre volet révélateur du mépris dans lequel les tient le gouvernement.

La colère des agents de la DGFIP comme celle de l'ensemble des salariés contre les politiques régressives et leurs exigences légitimes de développement de l'emploi, de hausse des salaires et d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail n'ont pas fondu comme neige au soleil de l'été.

Par milliers, dans l'unité syndicale, les salariés ont su se rassembler dans l'action au 1^{er} semestre afin de faire valoir leurs revendications. Des luttes au cours de l'été se sont poursuivies dans des entreprises. Les réussites des journées d'action ont été diverses et il convient d'en tirer les leçons. Non pour se résigner mais pour créer au plus vite les conditions d'un nouveau développement des luttes qui contraignent patronat et gouvernement à de véritables négociations sur les revendications. Cela appelle à la fois l'ancrage des actions dans les secteurs professionnels, la convergence des luttes et une plus grande syndicalisation des salariés.

En cette rentrée, c'est à ces tâches que la CGT dans son ensemble et la CGT impôts-tresor à la DGFIP, vont s'atteler avec la plus grande détermination.

Montreuil, le 1^{er} septembre 2009